

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Dépôt de matériaux inertes - Registre	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4	/	Sans objet
2	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 10	/	Sans objet
3	Stockage de liquides polluants	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 25.2	/	Sans objet
4	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 23 et 24	/	Sans objet
5	Epaisseur d'extracation et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 19	/	Sans objet
6	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 20	/	Sans objet
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 29	/	Sans objet
8	Plan de surveillance des poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5, 19.6, 19.7	/	Sans objet
9	Dépôt de matériaux inertes - Volumes acceptés	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5	/	Sans objet
10	Matériaux acceptés et refusés	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5	/	Sans objet
11	Dépôt de matériaux inertes - Mode opératoire	Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que l'exploitation de la carrière était effectuée de manière

satisfaisante. Les prescriptions concernant la limitation des nuisances sont respectées (niveaux de vibration, retombées de poussières).

Concernant les matériaux et déchets inertes utilisés pour le remblaiement, un contrôle par sondage a permis de vérifier la conformité des déchets admis. L'exploitant doit toutefois améliorer la traçabilité et l'exhaustivité des informations requises par la réglementation concernant l'admission de ces déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 13 600 000 tonnes sous une couverture d'environ 30 cm de terres végétales et d'environ 70 cm matériaux de découverte (calcaire altéré). La quantité annuelle maximale autorisée à extraire est de 600 000 t/an lors des deux premières années d'autorisation et de 450 000 tonnes les années suivantes. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte (impropres à la vente) qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.
Constats : L'exploitant déclare chaque année les tonnages de matériaux extraits sur la plateforme GEREP. Les tonnages déclarés sont inférieurs au tonnage autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la signature du présent arrêté et pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant est tenu de placer et de maintenir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, 2. des bornes de nivellement ou tout dispositif équivalent permettant le contrôle des cotes NGF prescrites ci-après, 3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera les tranches successives de travaux autorisés. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière en bon état qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation, 4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation qui signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès, 5. une aire étanche pour le stationnement, l'entretien et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et reliée à un point bas étanche équipé d'un décanteur-déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalent. Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site
<p>Constats : Seul le point concernant l'aire étanche a été contrôlé.</p> <p>Une aire étanche est présente sur le site. Elle est associée à un dispositif décanteur-déshuileur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockage de liquides polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 25.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> > 100 % de la capacité du plus grand réservoir, > 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 100 litres.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un atelier couvert, dans lequel sont entreposées les substances dangereuses. L'atelier est également utilisé pour faire le plein des engins. Le sol de l'atelier fait rétention.</p> <p>La cuve de GNR est une cuve aérienne à double paroi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 23 et 24
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords,dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (nivellement NGF)en particulier de l'aire des stockages et les banquettes découpant les fronts- les zones remises en état,- la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le dernier plan topographique de la carrière. Celui-ci est daté d'octobre 2022. Le plan est mis à jour chaque année et comporte les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Epaisseur d'extracation et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>19.1. Le gisement sera exploité sur une épaisseur variant de 45 m à l'est (3 gradins de 15 m de haut chacun séparés par des banquettes horizontales de 10 m de largeur) à 90 m à l'ouest (6 gradins de 15 m de hauteur unitaire séparés par des banquettes horizontales de 15 m pour les 3 gradins supérieurs et 10 m pour les autres) en fonction de la topographie du terrain naturel voisin.</p> <p>19.2. L'extraction des matériaux se déroulera en 6 phases de 5 ans conformément au phasage précisé en Figures F1 à F6 jointes en annexe ; la première phase est prévue au nord du site autorisé et les suivantes se décaleront vers le sud en tranche sensiblement parallèles.</p> <p>19.3. La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en cours d'exploitation ne doit pas se situer au-dessous de 320 mètres NGF.</p> <p>19.4. Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.</p>
<p>Constats : Après examen du plan topographique et visite des installations, les points suivants sont relevés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la géométrie des fronts est globalement respectée. L'exploitation est faite selon 6 gradins à l'ouest, et 3 à l'est. Au niveau de la zone Nord-Ouest de la carrière, l'exploitant est en train de rectifier les gradins afin d'aligner les banquettes tout le long du front. - l'exploitation du gisement est en retard par rapport au phasage initial. - la côte minimale est respectée (valeur minimale de 321,15 m). - les bords de l'excavation sont à une distance horizontale d'au moins 10 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction se fera selon le phasage décrit précédemment, exploitation en fosse.</p> <p>Après décapage des terrains, l'extraction proprement dite s'effectuera par tirs de mines verticales dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs avec micro-retard afin de réduire la charge explosive unitaire instantanée (92 kg maximum).</p> <p>L'unité de criblage-concassage — broyage des matériaux fonctionnera en continu toute l'année.</p>
<p>Constats : L'extraction des matériaux est en retard par rapport au phasage prévu du fait d'une plus faible extraction par rapport au tonnage moyen annuel autorisé.</p> <p>L'exploitant fait effectuer une vingtaine de tirs de mines par an. Les plans de 2 tirs de mines (25/07/2022 et 15/09/2022) ont été transmis et examinés. Les charges explosives unitaires employées sont inférieures à la charge unitaire autorisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2008, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Vibration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction
Constats : Le bilan des mesures de vibrations réalisées lors des tirs de mines en 2022 a été examiné. La valeur maximale constatée est de 1,03 mm/s. Pour les 2 derniers tirs, les niveaux de vibrations ont été inférieurs au seuil de déclenchement des sismographes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de surveillance des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5, 19.6, 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 19.5 Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
19.6 Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

19.7
<p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats : Le plan de surveillance de l'exploitant a été consulté. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une station témoin (type a); - deux stations au niveau des premières habitations (type b) : une au NE et une au SO; - trois stations en limite de sites (type c) <p>Les stations sont placées correctement en fonction des vents dominants.</p> <p>La fréquence de mesure est semestrielle du fait de 8 campagnes trimestrielles consécutives conformes.</p> <p>Les rapports des 2 campagnes de mesures de l'année 2022 ont été examinés. Les résultats sont inférieurs au seuil de 500 mg/m²/jour pour les stations de type b) (valeur maximale de 116 mg/m²/jour).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dépôt de matériaux inertes - Volumes acceptés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dépôt de matériaux inertes au sein de la carrière est autorisé au rythme de 50 000 m³/an à partir de la 2ème phase d'exploitation jusqu'à la fin de l'autorisation.</p>
<p>Constats : Le volume annuel de déchets inertes admis sur site est respecté. La quantité acceptée annuellement est de l'ordre de 25 000 à 30 000 m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Matériaux acceptés et refusés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Matériaux acceptés et refusés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux autorisés sont listés à l'annexe I du présent arrêté. Ce sont des matériaux solides et inertes tels que déblais non pollués provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition ou de carrières, constitués exclusivement de bétons, boues de béton, briques, tuiles et céramiques, matériaux de constructions à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux. - L'acceptation des boues de béton inertes sur le site de Marchaux fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable conformément à l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes. <p>Les boues ne respectant pas les critères définis en annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 ne seront pas acceptées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La terre végétale est stockée à part et doit servir à la revégétalisation des zones définitivement talutées. - Les matériaux interdits sont ceux qui ne sont pas visés à l'annexe I du présent arrêté; il s'agit notamment des matériaux non inertes et en particulier des matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc.) ainsi que les produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit. Une benne pour la récupération des refus est à mettre en place.
<p>Constats : L'exploitant a transmis sa procédure d'acceptation des déchets inertes. Les codes déchets admis sont conformes à ceux prescrits par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Un contrôle par sondage des documents d'acceptation des déchets a été fait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - boues de béton inertes envoyées par Eqiom Trépillot. Un document d'acceptation préalable a été fait pour l'année, avec une analyse des déchets. L'analyse est conforme aux critères définis en annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. - mélange bitumineux envoyé par SNCTP le 27/10/2022. L'exploitant n'a pas pu produire le document d'acceptation préalable lors de l'inspection. Il a été transmis post-inspection. Le document est conforme. - mélange bitumineux envoyé par Eurovia le 07/11/2022. Le document d'acceptation préalable indique que des analyses des bitumes sur différents lieux du chantier d'où proviennent les déchets ont été réalisés. Ces analyses montrent la présence d'HAP au-delà des seuils d'acceptation sur certaines zones. Les déchets sur site ne proviennent pas de la zone avec présence de HAP.
<p>Observations : Lors de ce contrôle par sondage, il a été parfois difficile de retrouver les documents d'acceptation préalable en lien avec les livraisons de déchets figurant dans le registre d'admission. Cela est dû en partie au fait que le n° de DAP n'est pas unique et correspond à la date d'admission du déchet. Il peut ainsi y avoir plusieurs DAP avec un même numéro. Un effort sur l'identification des DAP doit être fait.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dépôt de matériaux inertes - Mode opératoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le chargement du camion doit être examiné visuellement au moment de l'entrée du camion sur le site et au moment du déchargement, - les matériaux doivent être préalablement réceptionnés et déchargés en un cordon sur une aire de contrôle afin d'en vérifier le contenu visuellement et olfactivement. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante, subir le cas échéant l'application d'un test pour la vérification des matériaux routiers (enrobés bitumineux secs) sans goudrons; - les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié, les chargements conformes sont mis en remblai pour un stockage définitif, le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi que les raisons du refus. <p>Les matériaux inertes sont stockés dans la partie Nord-Nord-Est de la carrière sur une surface de 4,7ha.</p> <p>Le remblaiement s'effectue selon les modalités édictées dans le dossier de demande de modification (phasage du remblaiement) et conformément aux plans de l'Annexe II du présent arrêté.</p> <p>Le réglage des stériles sur les matériaux inertes débute lors de la 4eme phase d'exploitation.</p> <p>Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis la procédure d'admission des déchets inertes. Celle-ci prévoit bien un contrôle visuel au moment de l'entrée sur site et du déchargement.</p> <p>Lors de la visite, la zone de déchargement préalable a été vue. Elle comporte une benne pour la récupération des déchets indésirables (plastiques...).</p> <p>Le remblaiement des déchets est effectué selon le plan prévu dans la zone Nord-Nord-Est de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2015, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Obligation de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents du producteur. Ces documents doivent être archivés. L'exploitant tient un registre d'admission sur lequel seront répertoriés : - Nom du client (producteur), - la date de réception, - la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets, - l'origine et la nature des déchets, - la quantité (volume ou masse) de déchet, - le moyen de transport utilisé et N° d'immatriculation du véhicule, - nom du transporteur, - le résultat du contrôle visuel et la vérification des documents d'accompagnements, - les résultats de l'acceptation préalable des boues de béton conformes à l'article 3 et à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. <p>Ce registre est conservé pendant au moins 10 ans. Il est accompagné d'un plan d'exploitation permettant de localiser les zones de remblais. Ces documents sont transmis sous format dématérialisé à la mairie de Marchaux, chaque année.</p> <p>En cas de refus, l'exploitant communique au préfet de département dans lequel se situe l'installation, au plus tard 48 heures après le refus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques et les quantités de déchets refusés, - l'origine des déchets, - le motif de refus d'admission, - le nom et les coordonnées du producteur de déchets et, le cas échéant, son numéro de SIRET, - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement. <p>Constats : Le registre d'admission des déchets a été examiné. Les informations requises ne sont pas toutes dans un même fichier. De même, l'information concernant la réalisation du contrôle visuel est manquante, et les N° de demande d'acceptation préalable.</p> <p>Non-conformité n°1 : l'exploitant doit s'assurer que le registre d'admission des déchets inertes comporte l'ensemble des informations requises pour chaque admission de déchet.</p> <p>Le registre mentionne la localisation du stockage de chaque déchet admis.</p> <p>Concernant les refus, aucune livraison n'a été refusée en 2022. Seule une livraison a été refusée en 2021. L'exploitant a bien un registre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet